



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2015

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le premier trimestre 2015, clos le 31 mars.

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU PREMIER TRIMESTRE 2015

Impact particulièrement favorable de la baisse de l'euro

La forte baisse de l'euro, depuis l'été 2014, par rapport au dollar et au yuan notamment, est un événement majeur pour la société comme pour ses clients.

Avec une parité moyenne de \$ 1,13 / € 1 au premier trimestre 2015, le dollar s'est inscrit en hausse de 22 % par rapport au premier trimestre 2014 (\$ 1,37 / € 1). Le yuan s'est, de son côté, apprécié de 19 %.

Alors que Lectra a fait le choix de maintenir sa R&D et sa production en France, et d'investir sur l'innovation pour accroître sa compétitivité, la majorité de ses concurrents – en particulier le principal, américain – fabriquent leurs équipements en Chine. La plus grande partie de ses coûts de revient sont ainsi en euro, avec une inflation quasi-nulle. Ceux de ses concurrents, en yuan, subissent non seulement une hausse constante des salaires et des charges sociales mais aussi une inflation plus forte.

En conséquence, la position concurrentielle de la société se trouve partout dans le monde significativement renforcée.

Par ailleurs, les prix de vente en Amérique du Nord et en Asie sont essentiellement en dollar ou en yuan, ce qui se traduit par un impact mécanique très important sur le chiffre d'affaires et les résultats. L'évolution du dollar et des autres devises a eu pour effet mécanique global d'augmenter de € 4,6 millions (+ 9 %) le chiffre d'affaires et de € 2,5 millions (+ 79 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Compte tenu des fortes variations des devises et de l'importance de leurs impacts, les comparaisons entre 2015 et 2014 sont mentionnées, sauf indication contraire, à la fois à données réelles et aux cours de change 2014 (« données comparables »).

Il convient de souligner que si ces parités se maintenaient, l'établissement de chiffres à données comparables serait de moins en moins pertinent, compte tenu des effets complexes induits par ces fortes fluctuations.

Commandes de nouveaux systèmes inférieures aux attentes de la société

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 21,3 millions, en augmentation de € 2,3 millions (+ 12 %) à données réelles, mais stables à données comparables par rapport au premier trimestre 2014.

A données comparables, les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 5,7 millions) progressent de 7 %, celles des équipements de CFAO (€ 12,4 millions) de 3 % ; les commandes de formation et de conseil (€ 2,7 millions) reculent de 22 % en l'absence de signature de projets significatifs au cours du trimestre.

Un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel en avance à données réelles sur le plan de marche de la société, mais en léger retard à données comparables

Le plan de marche correspondant à l'objectif annuel de la société, communiqué le 11 février 2015, anticipait pour le premier trimestre un chiffre d'affaires de € 55,7 millions et un résultat opérationnel de € 4,4 millions (sur la base des parités de change arrêtées au 15 décembre 2014, notamment \$ 1,25 / € 1).

Le chiffre d'affaires s'élève à € 56,1 millions, en croissance de 18 % à données réelles et de 8 % à données comparables par rapport au premier trimestre 2014.

Le résultat opérationnel atteint € 5,6 millions, en augmentation de € 3,7 millions (+ 192 %) à données réelles et de 64 % à données comparables.

A données réelles, le chiffre d'affaires est en avance de € 0,4 million et le résultat opérationnel de € 1,2 million sur le plan de marche. Aux cours de change utilisés pour les objectifs 2015, le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du premier trimestre s'établissent à € 53,4 millions et € 4,2 millions respectivement : si le chiffre d'affaires est en retard de € 2,3 millions sur le plan de marche, le résultat opérationnel en est, quant à lui, très proche.

Avancement du plan de transformation de l'entreprise

Dans son rapport du 11 février 2015, la société a rappelé, dans son intégralité, sa feuille de route 2013-2016, ainsi que son plan de transformation et d'investissements d'avenir de € 50 millions lancé fin 2011, et rendu compte de son deuxième rapport d'étape. Le prochain rapport d'étape sera communiqué le 11 février 2016.

L'augmentation en 2015 des frais généraux fixes liés aux investissements d'avenir, entièrement passés en charges, est en partie compensée par l'impact positif de leurs premiers effets – leur plein effet étant attendu en 2016.

2. COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2015

Les résultats 2014, auxquels ceux de 2015 sont comparés, ont été retraités par rapport aux résultats publiés, en raison de l'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2015 de l'interprétation IFRIC 21. Pour le premier trimestre 2014, celle-ci se traduit par une réduction du résultat opérationnel de € 0,4 million, l'impact sur l'année complète étant quasi-nul (cf. note 2 des notes annexes au présent rapport).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'établit à € 56,1 millions, en augmentation de 18 % à données réelles et de 8 % à données comparables par rapport au premier trimestre 2014.

La répartition du chiffre d'affaires par marché géographique et sectoriel est donnée à titre indicatif dans la note 5 des notes annexes au présent rapport. Les variations sur un seul trimestre ne

permettent pas d'extrapoler des tendances pour l'exercice.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 23,0 millions) augmente de 25 % à données réelles et de 13 % à données comparables et représente 41 % du chiffre d'affaires global (39 % au premier trimestre 2014).

A données comparables :

- le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 6,0 millions) progresse de 15 % et contribue à hauteur de 11 % au chiffre d'affaires global (10 % au premier trimestre 2014) ;
- les équipements de CFAO (€ 13,4 millions) augmentent de 10 % et représentent 24 % du chiffre d'affaires global (23 % au premier trimestre 2014) ;
- le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 3,1 millions) augmente de 26 %.

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 33,1 millions) augmente de 13 % à données réelles et de 5 % à données comparables. Il représente 59 % du chiffre d'affaires global (61 % au premier trimestre 2014).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % du chiffre d'affaires récurrent et à 35 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 19,5 millions. A données comparables, il progresse de 6 %, améliorant ainsi la dynamique de croissance enregistrée sur l'année 2014 (+ 4 %) :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 11,2 millions), en progression de 4 % par rapport au premier trimestre 2014, représentent 20 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 8,4 millions), en croissance de 8 %, représentent 15 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces détachées (€ 13,5 millions) progresse de 4 % à données comparables.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes des nouveaux systèmes au 31 mars 2015 (€ 19,0 millions) diminue de € 0,6 million à données réelles par rapport au 31 décembre 2014.

Il comprend € 13,2 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 12,4 millions livrables au deuxième trimestre et € 0,8 million au-delà, et € 5,8 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 42,7 millions. A données réelles, son augmentation de € 7,9 millions par rapport au premier trimestre 2014 représente 93 % de celle du chiffre d'affaires.

Le taux de marge brute global atteint 76,2 %. Il augmente de 3,0 points à données réelles par rapport à celui du premier trimestre 2014, compte tenu de l'effet conjugué des variations des cours de change et du mix des ventes, le poids des logiciels et de la formation et du conseil dans le chiffre d'affaires total ayant à nouveau progressé. A données comparables, le taux de marge brute global augmente de 1,5 point.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 37,1 millions, en hausse de 7 % à données comparables par rapport à 2014. Ils se décomposent comme suit :

- € 33,6 millions de frais fixes (+ 8 %), les investissements d'avenir liés au plan de transformation représentant € 4,0 millions, soit 12 % du montant total ;
- € 3,5 millions de frais variables (+ 2 %).

A données réelles, l'augmentation des frais généraux est de 13 %.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Elles s'élèvent à € 5,4 millions et représentent 9,6 % du chiffre d'affaires (€ 5,5 millions et 11,6 % au premier trimestre 2014). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés sur le trimestre, les frais nets de R&D sont de € 3,6 millions (€ 2,9 millions en 2014).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 5,6 millions. Il progresse de € 3,7 millions (+ 192 %) à données réelles et de € 1,2 million (+ 64 %) à données comparables par rapport au premier trimestre 2014.

La marge opérationnelle s'établit à 10,0 %. Elle augmente de 6,0 points à données réelles et de 2,1 points à données comparables.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette proche de zéro. Le résultat de change est négatif de € 0,1 million.

Après une charge d'impôt de € 1,8 million, le résultat net atteint € 3,7 millions (€ 1,6 million au premier trimestre 2014), en hausse de 134 % à données réelles.

Le bénéfice net par action s'élève à € 0,12 sur capital de base et sur capital dilué (€ 0,05 sur capital de base et sur capital dilué au premier trimestre 2014).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre est négatif de € 1,2 million (*cf.* note 7 des notes annexes au présent rapport). Le cash-flow libre était positif de € 2,8 millions au premier trimestre 2014.

Le crédit d'impôt recherche (€ 1,8 million) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,2 million) du premier trimestre 2015 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre aurait été positif de € 0,8 million.

Structure financière

Au 31 mars 2015, les capitaux propres s'élèvent à € 99,6 millions (€ 94,3 millions au 31 décembre 2014).

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société détenues dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition de € 0,2 million (€ 0,1 million au 31 décembre 2014).

La société n'a plus de dette au 31 mars 2015, les dettes financières résiduelles au 31 décembre 2014 (€ 0,4 million) ayant été remboursées. La trésorerie disponible et la trésorerie nette s'établissent à € 43,5 millions. Au 31 décembre 2014, la trésorerie nette était de € 43,1 millions.

Sous réserve du vote favorable des actionnaires à l'Assemblée Générale du 30 avril 2015, les capitaux propres, la trésorerie disponible et la trésorerie nette seront diminués du montant du dividende versé au titre de l'exercice 2014 (€ 7,6 millions).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 1,7 million. Il comprend la créance de € 24,7 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôts recherche comptabilisés depuis l'exercice 2011

et du crédit d'impôt compétitivité et emploi depuis 2013, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. La société attend le remboursement, au cours de l'année, de € 4,8 millions correspondant au crédit d'impôt 2011.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 31 mars 2015, le capital social est de € 30 583 440, divisé en 30 583 440 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il a été augmenté de € 254 326 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 862 963) par la création de 254 326 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Le 10 février 2015, la société a été informée que Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi en baisse, le 5 février, le seuil de 10 % des droits de vote, puis, le 13 février, que Schroder Investment Management avait également franchi en baisse, le 10 février, le seuil de 10 % du capital et détenait, à cette date, 9,53 % du capital et 9,42 % des droits de vote.

La société a également été informée le 10 février 2015 que Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), agissant pour le compte de fonds gérés et de clients, avait franchi à la baisse les seuils de 10 % du capital et des droits de vote, et qu'elle détenait, le 9 février, 9,77 % du capital et 9,65 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2015.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 36,3 % du capital et 35,9 % des droits de vote,
- Delta Lloyd Asset Management NV et Schroder Investment Management Ltd détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote pour le compte de fonds et de clients dont elles assurent la gestion.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 mars 2015, la société détenait 0,05 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 mars 2015, le cours était de € 13,10, en hausse de 43 % par rapport au 31 décembre 2014 (€ 9,14). Son plus bas a été de € 8,98 le 6 janvier et son plus haut de € 13,82 le 20 mars.

Sur les trois premiers mois de 2015, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont chacun progressé de 18 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (3,4 millions) a augmenté de 57 % et les capitaux échangés (€ 39,2 millions) de 127 % par rapport au premier trimestre 2014. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 MARS

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Le rapport annuel 2014 a été mis en ligne sur le site Internet de la société le 31 mars. Deux versions interactives, agrémentées de témoignages vidéo, livres blancs et autres contenus multimédia, sont également disponibles : une version enrichie sur lectra.com et une application pour iPad sur l'App Store.

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2015.

Sous réserve de l'approbation des actionnaires, le dividende sera mis en paiement le 7 mai.

Les résultats financiers du premier semestre 2015 seront publiés le 30 juillet, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2015 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2014 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2015 et son rapport annuel 2014, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir, en soulignant que, comme 2014, l'année 2015 s'annonçait imprévisible, avec une visibilité toujours limitée et une exigence de prudence maintenue.

Elle a indiqué son objectif de réaliser en 2015 un chiffre d'affaires de l'ordre de € 240 millions (+ 14 % par rapport à 2014 ; + 11 % à données comparables), un résultat opérationnel courant d'environ € 29 millions (+ 47 % ; + 30 % à données comparables), une marge opérationnelle courante de 12 % (en augmentation de 1,6 point à données comparables), et un résultat net de l'ordre de € 20 millions (+ 39 %). Les scénarios 2015 ont été établis sur la base de parités arrêtées au 15 décembre 2014, notamment \$ 1,25 / € 1.

Au cours des prochains trimestres, la société entend rattraper le retard sur son plan de marche et réaliser les objectifs financiers qu'elle s'est fixés pour 2015, malgré des commandes de nouveaux systèmes inférieures à ses attentes au premier trimestre.

Confortée par la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration
Le 29 avril 2015

Attestation de la société relative au rapport du premier trimestre 2015

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport trimestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les trois premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les neuf mois restants de l'exercice".

Paris, le 29 avril 2015

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	31 mars 2014 ⁽¹⁾
Écarts d'acquisition	32 949	31 724	30 002
Autres immobilisations incorporelles	4 770	4 406	4 564
Immobilisations corporelles	17 780	16 447	13 148
Actifs financiers non courants	2 312	2 048	1 702
Impôts différés	8 292	8 005	7 994
Total actifs non courants	66 103	62 630	57 410
Stocks	23 840	21 848	21 619
Clients et comptes rattachés	46 343	50 531	42 106
Autres actifs courants	36 375	32 149	33 448
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 512	43 484	32 400
Total actifs courants	150 070	148 012	129 573
Total actifs	216 173	210 642	186 983

PASSIF

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	31 décembre 2014 ⁽¹⁾	31 mars 2014 ⁽¹⁾
Capital social	30 583	30 329	29 777
Primes d'émission et de fusion	8 145	7 282	5 568
Actions détenues en propre	(187)	(133)	(135)
Écarts de conversion	(8 063)	(8 503)	(8 614)
Réserves et résultats consolidés	69 147	65 327	59 666
Capitaux propres	99 625	94 302	86 262
Engagements de retraite	8 559	8 479	7 457
Emprunts et dettes financières à long terme	0	0	0
Total passifs non courants	8 559	8 479	7 457
Fournisseurs et autres passifs courants	50 986	53 216	44 813
Produits constatés d'avance	50 371	48 096	41 768
Dette d'impôt exigible	3 531	2 857	2 609
Emprunts et dettes financières à court terme	0	394	394
Provisions	3 101	3 298	3 680
Total passifs courants	107 989	107 861	93 264
Total passifs et capitaux propres	216 173	210 642	186 983

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans l'état de la situation financière consolidée au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	56 120	47 651
Coût des ventes	(13 371)	(12 756)
Marge brute	42 749	34 895
Frais de recherche et développement	(3 559)	(2 939)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 580)	(30 038)
Résultat opérationnel	5 610	1 918
Produits financiers	88	88
Charges financières	(110)	(106)
Résultat de change	(125)	(231)
Résultat avant impôts	5 463	1 669
Impôts sur le résultat	(1 752)	(84)
Résultat net	3 711	1 585

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,12	0,05
- dilué	0,12	0,05

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 420 037	29 700 700
- résultat dilué	31 410 516	30 603 334

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois) ⁽¹⁾
Résultat net	3 711	1 585
Écarts de conversion	440	107
Effet d'impôts	0	0
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	440	107
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	48	0
Effet d'impôts	(14)	0
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	34	0
Total autres éléments du résultat global	474	107
Résultat global	4 185	1 692

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 mars 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (trois mois) ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	3 711	1 585
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	1 403	551
Éléments non monétaires du résultat	(1 058)	315
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(5)	43
Variation des impôts différés	302	(911)
Capacité d'autofinancement d'exploitation	4 353	1 583
Variation des stocks et en-cours	(2 696)	(793)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 025	6 573
Variation des autres actifs et passifs courants	(7 067)	(3 626)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(3 738)	2 154
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	615	3 737
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(685)	(652)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 072)	(475)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7	1
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽²⁾	(878)	(632)
Cessions d'immobilisations financières ⁽²⁾	786	792
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(1 842)	(966)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	1 117	637
Achats par la société de ses propres actions	(783)	(670)
Ventes par la société de ses propres actions	794	619
Remboursement des dettes long terme et court terme	(394)	(500)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	734	86
Variation de la trésorerie	(493)	2 857
Trésorerie à l'ouverture	43 484	29 534
Variation de la trésorerie	(493)	2 857
Incidence des variations de cours de change	521	9
Trésorerie à la clôture	43 512	32 400
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	(1 227)	2 771
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	0
Cash-flow libre	(1 227)	2 771
Impôts payés (remboursés), nets	640	283
Intérêts payés	0	0

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 mars 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

(2) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							1 585	1 585
Autres éléments du résultat global						107	0	107
Résultat global						107	1 585	1 692
Exercices d'options de souscription d'actions	112 687	1,00	113	525				638
Valorisation des options de souscription d'actions							17	17
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(52)			(52)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							1	1
Capitaux propres au 31 mars 2014 ⁽¹⁾	29 777 102	1,00	29 777	5 568	(135)	(8 614)	59 666	86 262
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2014 ⁽¹⁾	29 664 415	1,00	29 664	5 043	(83)	(8 721)	58 063	83 966
Résultat net							14 370	14 370
Autres éléments du résultat global						218	(649)	(431)
Résultat global						218	13 721	13 939
Exercices d'options de souscription d'actions	664 699	1,00	665	2 239				2 904
Valorisation des options de souscription d'actions							136	136
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(50)			(50)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							32	32
Autres variations							(71)	(71)
Dividendes							(6 554)	(6 554)
Capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							3 711	3 711
Autres éléments du résultat global						440	34	474
Résultat global						440	3 745	4 185
Exercices d'options de souscription d'actions	254 326	1,00	254	863				1 117
Valorisation des options de souscription d'actions							32	32
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(54)			(54)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							43	43
Capitaux propres au 31 mars 2015	30 583 440	1,00	30 583	8 145	(187)	(8 063)	69 147	99 625

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le tableau de variation des capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2014, au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER TRIMESTRE 2015

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 32 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2014, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec plus de 800 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. Plus de 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et près de 160 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces détachées, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 31 mars 2015 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2014, à l'exception de l'interprétation présentée ci-dessous. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 29 avril 2015. Les comptes au 31 mars 2015 et 2014 n'ont pas fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'application rétrospective de cette interprétation a conduit le Groupe à retraiter les chiffres de l'année 2014 publiés. Les impacts dans le compte de résultat consolidé sont limités aux lignes « Frais commerciaux, généraux et administratifs », « Résultat opérationnel » (pour le même montant), « Impôts sur le résultat » et « Résultat net » ; ils sont présentés ci-après :

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2014 : trimestre clos le	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre	2014
Résultat opérationnel :					
- publié	2 301	3 818	7 260	6 402	19 781
- retraité	1 918	3 949	7 387	6 552	19 806
Résultat net :					
- publié	1 838	2 768	5 077	4 670	14 353
- retraité	1 585	2 854	5 161	4 770	14 370

Par ailleurs, les capitaux propres consolidés retraités ont été augmentés de € 208 milliers (€ 137 milliers après effet d'impôts) au 1^{er} janvier 2014 et de € 233 milliers (€ 154 milliers après effet d'impôts) au 31 décembre 2014. Au 31 mars 2014, ils ont été diminués de € 175 milliers (€ 116 milliers après effet d'impôts).

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2015 traduits à cours de change 2014, comparés aux données réelles 2014.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 mars 2015, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 28 sociétés consolidées par intégration globale.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier trimestre 2015.

La société avait créé en avril 2014 une nouvelle filiale en Corée du Sud, Lectra Korea, qui est consolidée depuis le 1^{er} mai 2014 par intégration globale. L'incidence de la création de cette filiale et de cette reprise d'activités sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe était négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays étant préalablement facturé par Lectra SA.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 mars 2015, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,3 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,3 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 mars 2015.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars				
	2015		2014 ⁽¹⁾	Variation 2015/2014	
	Réel	A cours de change 2014	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	56 120	51 568	47 651	+18%	+8%
Coût des ventes	(13 371)	(13 028)	(12 756)	+5%	+2%
Marge brute	42 749	38 540	34 895	+23%	+10%
(en % du chiffre d'affaires)	76,2%	74,7%	73,2%	+3,0 points	+1,5 point
Frais de recherche et de développement	(3 559)	(3 559)	(2 939)	+21%	+21%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(33 580)	(31 839)	(30 038)	+12%	+6%
Résultat opérationnel	5 610	3 142	1 918	+192%	+64%
(en % du chiffre d'affaires)	10,0%	6,1%	4,0%	+6,0 points	+2,1 points
Résultat avant impôts	5 463	2 995	1 669	+227%	+79%
Impôt sur le résultat	(1 752)	na	(84)	ns	na
Résultat	3 711	na	1 585	+134%	na

(1) Les impacts de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 mars 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	24 002	43%	23 964	22 795	48%	+5%	+5%
- France	4 135	7%	4 144	3 701	8%	+12%	+12%
Amériques	14 011	25%	11 692	11 945	25%	+17%	-2%
Asie - Pacifique	14 098	25%	12 115	9 979	21%	+41%	+21%
Autres pays	4 009	7%	3 797	2 932	6%	+37%	+29%
Total	56 120	100%	51 568	47 651	100%	+18%	+8%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	17 193	31%	16 018	14 876	31%	+16%	+8%
- nouvelles licences	6 009	11%	5 472	4 779	10%	+26%	+15%
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 184	20%	10 546	10 097	21%	+11%	+4%
Équipements de CFAO	13 446	24%	12 045	10 917	23%	+23%	+10%
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 364	15%	7 680	7 139	15%	+17%	+8%
Consommables et pièces détachées	13 533	24%	12 469	12 000	25%	+13%	+4%
Formation, conseil	3 057	5%	2 852	2 266	5%	+35%	+26%
Divers	527	1%	504	452	1%	+17%	+11%
Total	56 120	100%	51 568	47 651	100%	+18%	+8%

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	23 038	41%	20 873	18 414	39%	+25%	+13%
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	33 082	59%	30 695	29 237	61%	+13%	+5%
- contrats récurrents	19 549	35%	18 226	17 237	36%	+13%	+6%
- consommables et pièces détachées	13 533	24%	12 469	12 000	25%	+13%	+4%
Total	56 120	100%	51 568	47 651	100%	+18%	+8%

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et des pièces détachées, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 mars						
	2015			2014		Variation 2015/2014	
	Réel	%	A cours de change 2014	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode et habillement	11 094	48%	10 023	9 531	52%	+16%	+5%
Automobile	8 406	36%	7 597	5 715	31%	47%	+33%
Ameublement	1 954	9%	1 800	1 542	8%	+27%	+17%
Autres industries	1 584	7%	1 453	1 626	9%	-3%	-11%
Total	23 038	100%	20 873	18 414	100%	+25%	+13%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	24 002	14 011	14 098	4 009	0	56 120
Résultat opérationnel	2 530	588	(254)	572	2 174	5 610

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2014 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	22 795	11 945	9 979	2 932	0	47 651
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	1 210	(134)	245	287	310	1 918

(1) Les impacts de l'application de l'application d'IFRIC 21 – Droits ou taxes à compter du 1^{er} janvier 2015 ont été retraités rétrospectivement dans le compte de résultat consolidé au 31 mars 2014 (cf. note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables »).

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 31 mars 2015 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette (+) Endettement net (-)
Cash-flow libre	(1 227)	0	(1 227)
Augmentations de capital ⁽¹⁾	1 117	0	1 117
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	11	0	11
Variation de l'endettement	(394)	394	0
Effet de la variation des devises – divers	521	0	521
Variation de la période	28	394	422
Situation au 31 décembre 2014	43 484	(394)	43 090
Situation au 31 mars 2015	43 512	-	43 512
Variation de la période	28	394	422

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 31 mars 2015 est négatif de € 1,2 million. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 4,4 millions, d'investissements de € 1,8 million et d'une augmentation temporaire du besoin en fonds de roulement de € 3,7 millions.

L'augmentation du montant des investissements s'explique par le lancement, en 2014, d'un programme de réhabilitation et d'agrandissement du site de Bordeaux-Cestas, qui se déroulera jusqu'à la fin de 2016 et dont le budget global est de l'ordre de € 8 à 10 millions. La croissance du besoin en fonds de roulement s'explique notamment par des décaissements importants au premier trimestre, dont certains ne sont pas récurrents (en particulier le paiement de la partie variable des salaires au titres des résultats de 2014). Ses principales variations sont les suivantes :

- -€ 6,0 millions proviennent de la diminution des créances clients compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 2,7 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;
- + € 1,7 million provient de l'augmentation de la créance sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche et au crédit d'impôt compétitivité et emploi du premier trimestre 2015, comptabilisés mais non encaissés, après imputation sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA de la même période ;
- + € 4,1 millions proviennent de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2014, majoritairement payée en 2015, et celle comptabilisée au premier trimestre 2015, qui sera payée en 2016 ;
- + € 2,0 millions proviennent de la diminution des acomptes clients au bilan, les commandes de nouveaux systèmes du premier trimestre 2015 ayant été inférieures à celles du quatrième trimestre 2014 ;
- - € 0,8 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 mars 2015 s'élève à € 1,7 million. Il comprend une créance de € 24,7 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi non encaissés et non imputés sur l'impôt (*cf.* note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 23,0 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Au 31 mars 2015, Lectra SA, détient ainsi une créance de € 24,7 millions sur le Trésor public français, qui se décompose de la façon suivante :

- solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice, pour 2015 (€ 1,7 million), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions), 2012 (€ 5,1 millions) et 2011 (€ 4,8 millions) ;
- crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisé et non utilisé en 2013 (€ 0,2 million), les crédits relatifs au premier trimestre 2015 et à l'exercice 2014 ayant été intégralement imputés sur l'impôt à payer des mêmes périodes.

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt recherche et, le cas échéant, le crédit d'impôt compétitivité et emploi de chaque exercice. Elle devrait donc percevoir le remboursement du solde de ces crédits d'impôt non imputés comme suit : 2015 (crédit d'impôt 2011), 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédits d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014) et 2019 (crédit d'impôt 2015). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société a acheté 69 595 actions et en a vendu 70 215 aux cours moyens respectifs de € 11,25 et de € 11,30 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 31 mars 2015, elle détenait 14 312 de ses propres actions (soit 0,05 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 13,08, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	31 mars 2015	31 décembre 2014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 512	43 484
Emprunts et dettes financières	0	(394)
Trésorerie nette	43 512	43 090

Après le remboursement pour € 0,4 million, le 31 mars 2015, du solde des avances publiques correspondant à des aides au financement des programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts et de dettes financières. De ce fait, sa trésorerie disponible et sa trésorerie nette s'élevaient toutes les deux à € 43,5 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2014.

Au cours du premier trimestre 2015, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,13 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 mars 2015 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, livre anglaise et dollar de Hong-Kong) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 4,1 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain au-delà du 31 mars 2015.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2015 sur la base de parités arrêtées au 15 décembre 2014 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,25 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar sur l'ensemble de l'exercice (portant la parité à \$ 1,20 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre

d'affaires 2015 d'environ € 3,6 millions et du résultat opérationnel de € 2,0 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,30 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,10 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une baisse de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une augmentation mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 1 % conduirait à une diminution complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

Compte tenu des fortes variations des devises, de l'importance de leurs impacts et des effets complexes induits, il convient de souligner que – comme mentionné dans le rapport pour l'établissement de chiffres à données comparables – si les parités actuelles se maintenaient, l'établissement des hypothèses de sensibilité serait de moins en moins pertinent.